

Convention collective départementale

IDCC : 2266, – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES
DE LA MAYENNE
(11 janvier 1993)**

(Bulletin officiel n° 2002-6 bis)

(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)

**ANNEXE « SALAIRES » A 2-5 DU 17 JUIN 2004
RELATIF AUX RMH ET RMAG 2004**

NOR : *ASET0551193M*

IDCC : 2266

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) Mayenne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14 de l'avenant n° A de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

A compter du 1^{er} juillet 2004 pour l'application de la convention collective, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques du personnel OATAM des industries métallurgiques de la Mayenne, servant de base de calcul à la prime d'ancienneté (art. A 16) et aux indemnités de panier et de casse-croûte (art. A 20), sera sur la base d'une valeur de point fixée à 4,10 € (base 151,67 heures), pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Article 2

Rémunérations minimales annuelles garanties

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, telles que définies à l'article A.14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne sont fixées à compter de l'année 2004, selon le barème suivant :

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION (en euros)
I	1	140	13 086
	2	145	13 125
	3	155	13 174
II	1	170	13 250
	2	180	13 300
	3	190	13 413
III	1	215	14 019
	2	225	14 368
	3	240	15 081
IV	1	255	15 847
	2	270	16 518
	3	285	17 025
V	1	305	18 138
	2	335	20 003
	3	365	22 385
	4	395	24 419

Article 3

Publicité de l'accord

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail.

Il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Laval, le 17 juin 2004.

(Suivent les signatures.)